



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

N° 2012/320

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment son article L. 514-1,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu l'arrêté préfectoral 2010/305 du 2 avril 2010 modifié autorisant la société Électricité de France (EDF) à exploiter des installations de production d'électricité sur le territoire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson (54700),

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine référencé BB/123/2012 du 8 mars 2012, faisant suite à la visite de contrôle des installations exploitées par la société EDF à Blénod-lès-Pont-à-Mousson du 3 février 2012,

Considérant que l'article 88 de l'arrêté du 2 avril 2010 visé ci-dessus impose à la société EDF de collecter les eaux ayant ruisselé à la base de la station de transit de cendres aussi dénommée « le terril interne de suies » et de les rejeter dans la fosse d'emprunt du site,

Considérant que l'article 62 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 visé ci-dessus impose que les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants soient étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées,

Considérant que la durée d'entreposage des déchets sur un site de transit ne peut en aucun cas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés,

Considérant que la visite d'inspection du 3 février 2012 a montré qu'aucun aménagement n'était en place pour collecter les eaux de ruissellement et les orienter vers la fosse d'emprunt,

Considérant que le non-respect des dispositions des articles 62 et 88 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/305 du 2 avril 2010 sont de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – Co 60031 – 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 Fax : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er}- Portée de l'injonction préfectorale

La société Électricité de France (EDF), dont le siège social est situé au 22-30 avenue de Wagram à Paris, est mise en demeure, pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson, de satisfaire aux dispositions fixées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/305 du 2 avril 2010, **dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- à l'article 88, en remettant à l'inspection des installations classées:
 - un échéancier de déstockage des cendres entreposées sur le terril interne de suies depuis plus de 3 ans,
 - une étude de mise en conformité pour la collecte des eaux de ruissèlement du terril accompagnée d'un échéancier de réalisation des travaux associés,
- à l'article 62, en transmettant à l'inspection des installations classées, en complément de l'échéancier de déstockage des cendres demandé ci-dessus, un planning des travaux d'imperméabilisation de la station de transit des cendres que constitue le terril interne de suies.

Article 2:

Faute pour l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à la présente mise en demeure, il peut être fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

Article 3:

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4:

Le secrétaire général de la Préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur du Centre de production thermique de la centrale EDF de Blénod,

Et dont copie sera adressée:

- au maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson,
- à l'inspecteur des installations classées.

Nancy, le **23 MAR 2012**

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY